

Le risque « postfasciste »

Eric Zemmour a donné le ton de la campagne présidentielle de 2022 dès septembre 2021, en renforçant la possibilité de l'élection d'un ou d'une « postfasciste » en avril.

Il est urgent de comprendre qu'une extrême droitisation des débats publics s'est mise en place à partir du milieu des années 2000.

Philippe CORCUFF, maître de conférences en science politique à Sciences Po Lyon

L'emballement médiatique et sondagier autour de la précandidature d'Eric Zemmour en septembre-octobre 2021, puis sa candidature, ont renforcé la dynamique d'extrême droitisation idéologique des espaces publics autour du trio « immigration-islam-insécurité » et ses effets politiques. La primaire chez Les Républicains a été dominée par des thèmes zemmouriens, et celui qui a développé un programme zemmourien, Eric Ciotti, est arrivé en tête au premier tour avec 25 % des suffrages exprimés et a obtenu 39 % au second. Dans la concurrence avec Zemmour, la campagne de Marine Le Pen a aussi bénéficié d'une certaine manière de l'engagement électoral du journaliste ultraconservateur, car s'il limite son impact électoral probable au premier tour (en déstabilisant même sa qualification attendue pour le second tour), il lui permettrait d'apparaître plus modérée dans le cas d'un éventuel second tour. Enfin, le volume global de ceux qui envisagent de pouvoir voter pour un candidat ou une candidate d'extrême droite au premier tour de la présidentielle a progressé.

Les effets ont porté jusqu'à la gauche avec Arnaud Montebourg, mettant en avant une proposition antimigrants le 7 novembre 2021. Si l'islamophobie est très présente dans les espaces politique et médiatique, l'antisémitisme se décomplexe sur Internet et sur les réseaux sociaux, malheureusement appuyé par une déclaration ambiguë de Jean-Luc Mélenchon sur le « judaïsme » à propos de Zemmour, le 28 octobre 2021⁽¹⁾. La victoire d'un candidat ou d'une candidate « postfasciste » (Marine Le Pen ou Eric Zemmour), le 24 avril prochain, n'est pas aujourd'hui la plus probable, mais sa possibilité s'est accrue.



Editions Textuel, 2021

Le « nez dans le guidon », les gauches n'ont pourtant pas vu le processus d'extrême droitisation idéologique qu'ont connu les espaces publics en France, à partir du milieu des années 2000. Des secteurs des gauches y ont même participé, via des intersections confusionnistes. Ultra-conservatisme, « postfascisme », confusionnisme... : le livre *La Grande Confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, paru en mars 2021 (voir ci-contre), propose une mise en perspective conceptuelle et historique de ce processus, adossée à une analyse minutieuse et précisément référencée de multiples discours publics tenus par une centaine de locuteurs. La dégradation idéologique s'est accentuée depuis sa parution (procès médiatiques et politiques en « islamogauchisme », participation de leaders de la gauche à la manifestation ultrasécuritaire organisée par des syndicats de policiers, conspirationnisme et antisémitisme dans les manifestations antipasse sanitaire...).

Un « postfascisme » à la française

Une figure du conservatisme, aimanté par l'extrême droite, apparaît dynamique dans la sphère idéologique depuis le début des années 2000 : on peut parler d'ultraconservatisme à la française. L'aimantation du conservatisme par l'extrême droite ne constitue pas une nouveauté historique. On l'observe, par exemple, dans « la révolution conservatrice » à l'œuvre dans l'Allemagne de Weimar⁽²⁾. Une particularité actuelle consiste dans la corrélation entre la prégnance d'idées ultraconservatrices au sein des espaces publics et le recul des idées émancipatrices nées au cours des Lumières du XVIII^e siècle, associé à la crise

(1) Voir le communiqué du Réseau d'action contre l'antisémitisme et tous les racismes (Raar) du 12 novembre 2021 : « Mélenchon récidive et accuse la tradition juive d'être responsable du racisme de Zemmour » (<https://www.facebook.com/RAAR2021/>).

(2) Cf. Pierre Bourdieu, *L'Ontologie politique de Martin Heidegger*, Minuit, 1988, p. 15-50.

de la gauche organisée et à la crise de la notion même de « gauche ».

L'ultraconservatisme à la française renvoie à des bricolages idéologiques associant plus ou moins xénophobies (dont la xénophobie antimigrants, l'islamophobie et/ou l'antisémitisme), sexisme et homophobie, dans un cadre nationaliste. En son sein, on peut dégager un pôle radicalisé que je nomme « postfasciste ». J'utilise la notion de « postfascisme » car dans les débats actuels sur les extrêmes droites aujourd'hui, je récusé à la fois ceux qui effacent tout lien avec les fascismes des années 1920-1940 en parlant de « populisme », mais aussi ceux qui ne perçoivent pas les transformations de l'extrême droite (notamment son appropriation du lexique républicain, comme la laïcité, alors qu'elle était largement antirépublicaine dans les années 1930). Dans « postfascisme », « fascisme » indique les éléments de continuité et « post » les déplacements actuels. Le philosophe de gauche hongrois Gáspár Miklós Tamás est un des premiers à avoir utilisé la notion de « postfascisme », à propos de l'expérience du premier gouvernement de Viktor Orbán en Hongrie (juillet 1998-mai 2002)⁽³⁾.

Parmi les principales arêtes idéologiques du « postfascisme » à la française, dont les discours d'Alain Soral et d'Eric Zemmour permettent de constituer un idéal-type⁽⁴⁾, on trouve :

- le genre (la séparation entre le masculin et le féminin) comme « nature », et l'homosexualité comme « dé-naturation » ;
- l'obsession de « l'identité », dans une mythologie voyant s'affronter des identités menaçantes (par exemple, « musulmane », « juive », « noire », « gay », ou celle des « migrants »), dans des configurations globales stigmatisées comme « communautarisme » et/ou « multiculturalisme », et une visée de restauration d'une identité

*La victoire
d'un candidat ou
d'une candidate
« postfasciste »,
le 24 avril prochain,
n'est pas aujourd'hui
la plus probable,
mais sa possibilité
s'est accrue.
Au bord du précipice
« postfasciste »,
il est plus que
temps de retrouver
une boussole de
l'émancipation
sociale.*

nationale fantasmée, « pure », « originelle » et « enracinée » ;

- la figure d'un « vrai peuple » homogène culturellement ;
- l'opposition entre « le social » (plus « masculin »), du côté du « vrai peuple », et le « sociétal » (plus « féminin »), du côté des « bobos » ;
- un « vrai peuple » nécessairement national, un *peuple-nation*, opposé à l'Europe et au « mondialisme », diabolisés dans une logique nationaliste.

Les tuyaux rhétoriques de ces bricolages idéologiques sont souvent : une vision essentialiste de la réalité (réduite à des essences, des entités compactes et durables, sans contradictions), une trame narrative conspirationniste (mettant l'accent sur les manipulations cachées dans l'explication des événements et de l'histoire en général) et le remplacement de la critique sociale structurelle des inégalités et

des discriminations, portée historiquement par la gauche, par une critique superficielle du « politiquement correct » et par la personnalisation des maux sociaux transformés en Mal principal (« Sarkozy salaud ! », « Hollande salaud ! », « Macron salaud ! »...).

Le confusionnisme comme facilitateur

La dynamique ultraconservatrice au détriment des idées émancipatrices, en phase avec le recul du clivage gauche/droite, rend possible le développement d'un espace d'hybridations idéologiques nommé confusionnisme. Le confusionnisme renvoie au développement d'interférences entre des postures (comme la critique du « politiquement correct » ou les schémas complotistes) et des thèmes (valorisation du national et dévalorisation du mondial et de l'europpéen, dénonciation amalgamant la dynamique de droits individuels



« La dynamique ultraconservatrice au détriment des idées émancipatrices, en phase avec le recul du clivage gauche/droite, rend possible le développement d'un espace d'hybridations idéologiques nommé confusionnisme. »

(3) Dans « On Post-Fascism. The degradation of universal citizenship », in *Boston Review*, 1^{er} juin 2000, (<http://bostonreview.net/world/g-m-tamas-post-fascism>).

(4) Voir *La Grande Confusion*, op. cit., p. 236-248.

(5) Voir *La Grande Confusion*, op. cit., p. 16-28.

(6) Dans *L'Esprit du peuple*, Robert Laffont, 2017.

(7) Dans *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, La Fabrique, 2015.

(8) *L'Empire du politiquement correct. Essai sur la respectabilité*, Cerf, 2019.

(9) Pour le détail des déplacements confusionnistes d'Emmanuel Macron, voir *La Grande Confusion*, op. cit., p. 117-132.

(10) Voir *La Grande Confusion*, op. cit., p. 401-448.



© MOHAMED HASSAN, LICENCE PIXABAY

« L’ultraconservatisme à la française renvoie à des bricolages idéologiques associant plus ou moins xénophobies (dont la xénophobie antimigrants, l’islamophobie et/ou l’antisémitisme), sexisme et homophobie, dans un cadre nationaliste. En son sein, on peut dégager un pôle radicalisé que je nomme “postfasciste”. »

portée par le libéralisme politique et la domination du marché propre au néolibéralisme économique, focalisations identitaires, effritement de la frontière symbolique avec l’extrême droite, etc.) d’extrême droite, de droite, du « macronisme », de gauche modérée dite républicaine et de gauche radicale. Dans un contexte d’effritement du clivage gauche/droite et de crise de la gauche, les bricolages confusionnistes bénéficient principalement aux avancées ultraconservatrices.

Un exemple des interférences confusionnistes est donné par les affinités non voulues dans des discours de trois figures intellectuelles de générations et de positionnements politiques diversifiés : l’historien et éditorialiste Jacques Julliard, passé de « la deuxième gauche » des années 1970 à la gauche dite « républicaine » actuelle, et de *L’Obs* à *Marianne*, l’économiste et philosophe de la gauche radicale Frédéric Lordon, pilier du *Monde diplomatique*, et l’essayiste québécois ultraconservateur Mathieu Bock-Côté, s’exprimant régulièrement dans *Le Figaro*, et qui depuis août 2021 intervient sur CNews et Europe 1. Tous trois vont user de formulations fétichisant la nation contre l’international, dans une vision du national comme enracinement, faisant signe du côté du nationalisme « enraciné » d’un Maurice Barrès (1862-1923)⁽⁵⁾.

Ainsi, au pôle valorisé par Jacques Julliard, on trouve « *la nation une et indivisible* », « *l’identité nationale* », l’« *héritage* », la « *filiation* » ou « *le peuple* » comme peuplement compact. Au pôle critiqué, il y a le « *sans-frontiérisme* », « *l’immigration* », la « *communautarisation* », la « *diversité* » ou le métissage⁽⁶⁾. Chez Frédéric Lordon, le pôle implicitement valorisé est notamment occupé par « *l’appartenance* », « *l’identité* », « *l’homogène* », le « *national* » ou les « *inscriptions territoriales* », et le pôle dénigré est occupé par « *la désaffiliation* », « *l’hétérogène* », « *l’internationalisme abstrait* » ou « *la communauté politique complètement disséminée* »⁽⁷⁾. Enfin, pour Mathieu Bock-Côté, le pôle valorisé est celui de « *l’appartenance* », de « *l’identité nationale* » ou du peuple-nation homogène, et le pôle dénoncé est celui du « *multiculturalisme* », de « *l’immigration* », du « *sans-frontiérisme* », du « *nomade* » ou du métissage⁽⁸⁾.

Du côté d’Emmanuel Macron et de la gauche

Un autre locuteur confusionniste important de la période est Emmanuel Macron, alors que le positionnement pluriculturel de sa campagne présidentielle de 2017 a tendu à s’effacer. Le confusionnisme commence à prendre de la place dans les discours du président de la République à partir de décembre 2018, comme une de ses réponses au mouvement des « gilets jaunes ». Macron oppose ainsi « *identité nationale* » et « *laïcité* » à « *immigration* », le 10 décembre 2018, en annonçant le « *grand débat national* ». Il poursuit, lors d’une conférence de presse du 25 avril 2019, en tendant à amalgamer « *communautarisme* » et « *islam politique* ». Le terme « *séparatisme* » (emprunté en ce sens ethnoculturel à l’essayiste conservateur venant de la gauche Christophe Guilluy) survient, couplé à celui d’« *insécurité* », devant les

députés de La République en marche, le 11 février 2020⁽⁹⁾. Dans le cas d’Emmanuel Macron, comme dans celui de plusieurs dérapages conspirationnistes de Jean-Luc Mélenchon, ce sont des jeux tactiques, dans la compétition politique et afin de se sortir de difficultés momentanées, qui rendent compte de la participation aux formes rhétoriques confusionnistes.

A gauche, une autre logique a tendu à alimenter la place donnée par l’ultraconservatisme aux rigidifications identitaires dans les débats publics et à désarmer les réactions émancipatrices. Il s’agit de la polarisation manichéenne opposant ceux qui donnent la primauté à la lutte contre l’antisémitisme par rapport au combat contre l’islamophobie (et qui peuvent même nier l’existence de cette islamophobie, voire participer à des formes *soft* d’islamophobie comme avec la stigmatisation des femmes voilées) et ceux qui privilégient la lutte contre l’islamophobie, par rapport au combat contre l’antisémitisme (et qui minorent l’antisémitisme aujourd’hui, voire sont complaisants à l’égard des ambiguïtés quant à l’antisémitisme de certaines prises de position des Indigènes de la République ou d’une partie importante des discours dits « *antisionistes* »)⁽¹⁰⁾. Cela enraye par ailleurs les convergences antiracistes sur la base d’un universalisable comme horizon, et non pas d’un « *universalisme* » qui serait défini de manière immuable à partir de l’Hexagone, comme dans nombre d’interventions prétendument « *républicaines* » aujourd’hui.

Il y a « le feu au lac », et peu s’en rendent suffisamment compte à gauche ! Une gauche éparpillée « façon puzzle ». La notion même de « gauche » est en crise. La possibilité qu’un candidat ou une candidate « postfasciste » gagne la présidentielle a progressé. Au bord du précipice « postfasciste », il est plus que temps de retrouver une boussole de l’émancipation sociale. ●